



Reference: ICC-ASP/CBF/23

Secretariat – Secrétariat

Le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties présente ses compliments aux États Parties, et a l'honneur de se référer aux résolutions pertinentes de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome concernant la création du Comité du budget et des finances et la procédure de présentation de candidatures et d'élection des membres du Comité du budget et des finances (voir les annexes I et II), ainsi qu'à la décision prise par le Bureau de l'Assemblée des États Parties le 23 mars 2011, conformément aux dispositions du paragraphe 2 (a) de l'annexe de la résolution ICC-ASP/1/Res.4, concernant le délai durant lequel peuvent être présentées les candidatures à l'élection d'un membre du Comité du budget et des finances au poste vacant survenu le 14 mars 2011 suite à une démission. Selon le paragraphe 2 (c), le membre élu au poste vacant sera en service jusqu'au terme de la nomination de son prédécesseur et pourra être réélu. La date de fin de nomination du membre du groupe de l'Asie qui a démissionné est le 20 avril 2012.

Aux termes de la décision du Bureau, le délai de présentation de candidatures à l'élection d'un membre à un poste vacant du Comité du budget et des finances a été fixé du 23 au 31 mars 2011 (horaire d'Europe centrale). L'élection du membre du Comité se fera par le Bureau, conformément au paragraphe 2 (b) de l'annexe de la résolution ICC-ASP/1/Res.4.

Conformément aux résolutions et décisions susmentionnées, le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties souhaite inviter les États Parties à présenter des candidats au poste vacant du Comité du budget et des finances. Conformément au paragraphe 3 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, les candidatures reçues avant ou après le délai susmentionné ne seront pas prises en considération.

Le Secrétariat de l'Assemblée tient à rappeler aux États Parties que, conformément au paragraphe 1 de la résolution relative à la procédure de présentation de candidatures et à l'élection des membres du Comité du budget et des finances, « les candidats doivent être des experts jouissant d'une autorité reconnue et ayant l'expérience des questions financières au plan international. »

En outre, le paragraphe 6 de ladite résolution stipule que « pour toute candidature, il doit être indiqué de quelle manière le candidat répond aux exigences du paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances ».

Conformément au paragraphe 5 de la résolution relative à la procédure de présentation de candidatures et aux élections, les candidatures doivent être communiquées par la voie diplomatique au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties, Cour pénale internationale, Bureau C-0458, Maanweg 174, 2516 AB La Haye (Pays-Bas) ou également par télécopie (au numéro +31-70-515-8376) ou par courriel (à l'adresse asp@icc-cpi.int). Dans la mesure du possible, le Secrétariat de l'Assemblée souhaiterait recevoir une copie électronique de la candidature et des pièces jointes.

Conformément au paragraphe 7 de la même résolution, une liste de tous les candidats, dans l'ordre alphabétique anglais, avec les documents s'y rapportant, sera divulguée au Bureau par la voie diplomatique après l'expiration du délai fixé pour la présentation de candidatures.

Documents annexes



La Haye, le 23 mars 2011

Annexe I

Création du Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4)¹

L'Assemblée des États Parties,

Tenant compte des paragraphes 2 b) et d) et 4 de l'article 112 du Statut de Rome.

Souhaitant disposer d'un mécanisme adéquat d'examen et de contrôle budgétaire et financier des ressources de la Cour pénale internationale, y compris celles de l'Assemblée,

Décide d'établir un Comité du budget et des finances, dont le mandat est énoncé dans l'annexe à la présente résolution.

Appendice

1. L'Assemblée des États Parties établit par la présente résolution un Comité du budget et des finances composé de 12 membres.
2. L'Assemblée élit les membres du Comité du budget et des finances, qui doivent tous être de nationalité différente, sur la base d'une répartition géographique équitable. Les membres du Comité du budget et des finances doivent être des experts des États Parties dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international. Ils exercent leurs fonctions pendant trois années civiles et peuvent être réélus. Sur les 12 membres élus initialement, 6 seront élus pour une période de deux ans et les 6 restants pour une période de trois ans. Dans l'éventualité où des postes deviendraient vacants, une élection doit avoir lieu conformément à la procédure de présentation de candidatures et d'élection des membres du Comité du budget et des finances. Les procédures s'appliquent *mutatis mutandis*, sous réserve des dispositions suivantes :
 - (a) Le Bureau de l'Assemblée des États Parties fixe une période de présentation des candidatures plus courte que celle qui s'applique à d'autres élections.
 - (b) Le Bureau de l'Assemblée des États Parties peut élire le membre.
 - (c) Un membre élu à un poste devenu vacant achève le mandat de son prédécesseur et peut être réélu.
3. Le Comité du budget et des finances est chargé de l'examen technique de toute proposition présentée à l'Assemblée qui aurait des incidences financières ou budgétaires ou de toute autre question de caractère administratif que peut lui confier l'Assemblée des États Parties. En particulier, il examine le projet de budget-programme de la Cour établi par le Greffier en consultation avec les organes visés aux alinéas a) et c) de l'article 34 du Statut de Rome et soumet à l'Assemblée les recommandations pertinentes s'y rapportant. Il examine de même les rapports du Commissaire aux comptes sur les opérations financières de la Cour et les transmet à l'Assemblée, accompagnés des commentaires qu'il juge appropriés.
4. Le Comité du budget et des finances se réunit selon que de besoin et au moins une fois par an.
5. L'Assemblée des États Parties maintient le nombre des membres du Comité du budget et des finances à l'étude.

¹ Conformément aux amendements introduits par les résolutions ICC-ASP/2/Res.5 et ICC-ASP/4/Res.6 datant du 12 Septembre 2003 et du 3 Décembre 2005, respectivement.

Annexe II

Procédure de présentation des candidatures à l'élection et d'élection des membres du Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.5)²

L'Assemblée des États Parties,

Tenant compte de son projet de résolution portant création du Comité du budget et des finances,

Ayant à l'esprit le Règlement intérieur de l'Assemblée des États Parties,

Approuve la procédure suivante pour l'élection des membres du Comité du budget et des finances :

A. Présentation de candidatures

1. Le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties sollicite par la voie diplomatique la présentation de candidatures au Comité du budget et des finances, en indiquant que les candidats doivent être des experts jouissant d'une autorité reconnue et ayant l'expérience des questions financières au plan international.

2. Les États Parties désignent leurs candidats pendant la période fixée à cet effet par le Bureau de l'Assemblée des États Parties.

3. Les candidatures présentées avant ou après cette période ne sont pas prises en considération.

4. Si à la fin de cette période, le nombre de candidats reste inférieur au nombre de sièges à pourvoir, le Président de l'Assemblée des États Parties prolonge cette période.

5. Les États Parties communiquent les candidatures à l'élection des membres du Comité du budget et des finances au secrétariat de l'Assemblée des États Parties par la voie diplomatique.

6. Pour toute candidature, il doit être indiqué de quelle manière le candidat répond aux exigences du paragraphe 2 de l'annexe au projet de résolution portant création du Comité du budget et des finances.

7. Le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties établit, dans l'ordre alphabétique anglais, la liste de tous les candidats ainsi présentés, accompagnée des documents pertinents et la diffuse par la voie diplomatique.

B. Répartition des sièges

8. Compte tenu des exigences du paragraphe 2 de l'annexe au projet de résolution portant création du Comité du budget et des finances, les sièges pour la première élection sont répartis comme suit :

² Le texte du paragraphe 15 reprend l'amendement introduit par la résolution ICC-ASP/2/Res.4.

- États d'Afrique, deux sièges ;
- États d'Asie, deux sièges ;
- États d'Europe orientale, deux sièges ;
- Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, deux sièges;
- Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, quatre sièges.

C. Élection des membres du Comité du budget et des finances

9. On n'épargnera aucun effort pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base d'une recommandation du Bureau. Pour formuler sa recommandation, le Bureau consultera les groupes régionaux. En l'absence d'un accord au sein du groupe régional concerné, le Bureau ne fera pas de recommandation concernant ce groupe.

10. En l'absence d'un consensus, l'élection des membres du Comité du budget et des finances est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut.

11. L'élection se déroule au scrutin secret. On peut déroger à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir, ou dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

12. Les personnes élues sont les candidats de chaque groupe qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

13. Aux fins de la première élection, le Président de l'Assemblée des États Parties détermine par tirage au sort la durée des mandats des membres élus conformément au paragraphe 2 de l'annexe au projet de résolution portant création du Comité du budget et des finances.

14. La présente procédure ne préjuge pas de la composition globale du Comité du budget et des finances, ni des procédures gouvernant les élections futures ou de la répartition future des sièges.

15. Les frais de voyage et de subsistance des membres du Comité du budget et des finances afférents à l'exercice de leurs fonctions sont imputés sur le budget-programme.

* * *